

ABONNEMENT

Un an..... 18 fr.
Six mois..... 9 »
Trois mois..... 4 50

L'ÉCHO SAUMUROIS

INSERTIONS

Annonces, la ligne... » 20
Réclames, — .. » 30
Faits divers, — .. » 75

Journal Politique, Littéraire, d'Intérêt local, d'Annonces Judiciaires et d'Avis Divers
PARAISANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

L'Agence Havas, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, et 8, place de la Bourse, est seule chargée à Paris de recevoir les annonces pour le journal.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire.
Un trimestre commencé sera dû.

BUREAUX: 4. PLACE DU MARCHÉ-NOIR, SAUMUR

Les abonnements et les insertions doivent être payés d'avance.

SAUMUR, 7 FÉVRIER

Le Syndicat-morbus

Le syndicat est non seulement à la mode, mais encore il atteint les proportions d'une épidémie physique et morale. Il passe dans le sang, on ne pourrait s'y soustraire pas plus qu'au coryza. On apprend, tous les jours, la formation de nouveaux syndicats et, parfois, vous échetez la douce surprise d'être informé des dénominations les plus inattendues. On nous signalait, hier, le *Syndicat des gardiens de la paix révoqués*. N'est-ce pas que celui-là est original? Mais, le syndicat-morbus n'a point prononcé son dernier mot. Attendons-nous à de supérieures merveilles.

Le groupement syndical des « gardiens de la paix révoqués » existe si bien qu'il a, très récemment, demandé audience au préfet de police, lequel, comme de raison, a décliné l'entrevue sollicitée. Soyons exact : la demande d'audience était faite, à la fois, par le bureau du syndicat et par un conseiller municipal, qui devait le présenter. Le préfet a répondu qu'il recevrait avec plaisir ledit conseiller municipal, mais non point ses acolytes. On ne saurait, vraiment, en faire un crime à M. Lépine ; car il est difficile de penser, avec la douceur généralement régnante dans les milieux administratifs, et les idées qui tendent à prévaloir partout en matière de discipline, que les gardiens de la paix révoqués soient tous de petits saints. On ne naît pas révoqué ; on le devient ; et, d'ordinaire, il faut avoir fait quelque chose pour cela.

Ce que l'on peine à comprendre, par exemple, c'est qu'il ne se forme pas des syndicats de « futurs meneurs de grèves ». Pas d'anciens manipulateurs dans la partie. Les anciens sont tous casés, principalement à la Chambre. Mais ceux qui aspirent à marcher sur leurs traces ont parfois des moments difficiles à passer. Avec la meilleure volonté du monde, il n'y a pas moyen de faire autant de grèves qu'il en faudrait pour assurer tout de suite une situation honorable, et un émolument rémunérateur à tous les postulants. Pourquoi, dans l'intervalle, ne se syndiqueraient-ils point? Ils augmenteraient ainsi leur force, qui est grande, et leur prestige, qui est déjà imposant.

D'une manière générale, quiconque aspire à quelque chose, ou regrette quelque chose dont il a joui naguère, dont il ne jouit plus, et dont il souhaite le retour, devrait « se syndiquer ». On ne constitue pas à soi tout seul un syndicat, c'est évident. Mais enfin, ou a déjà en soi un président. Il reste à trouver un secrétaire. Or, il n'est pas difficile d'être deux. Que si l'on arrive à être trois, c'est un syndicat puissant. Rappelez-vous les femmes « entamées » dans le *Demi-Monde* d'Alexandre Dumas. La première se désola dans son exil. Quand une seconde la rejoignit, elles se consolèrent réciproquement. A trois, elles s'invitèrent à dîner. A quatre, elles formèrent une contredanse. Ainsi des syndicats qui ne sont que l'association des fruits secs, des ratés, des incapables de force et d'action individuelles pour quoi que ce soit, des avortons ou des avortés.

Une fois le trio ou le quatuor inaugurés, toutes les vraisemblances sont pour que ces

membres, dans un délai plus ou moins court, obtiennent pleine et entière satisfaction. Autant les ambitions isolées sont négligeables, autant les appétits syndiqués méritent considération. La crainte du syndicat étant, pour les pouvoirs publics, les corps constitués et les chefs de service des diverses administrations, le commencement de la sagesse, on ne voit pas pourquoi tous les impatients et tous les mécontents — ils sont légion — n'auraient pas recours à ce moyen, en définitive, simple, peu coûteux et éminemment pratique.

L'idéal serait que tout Français, dès le plus jeune âge, appartint à un syndicat et continuât cet enrôlement le reste de sa vie. Ainsi sucé avec le lait, le goût de l'association, qui manque dans notre pays, se développerait peu à peu ; et l'on verrait fleurir, sur le sol de la France, l'étayement, le béquillage mutuels, dernière ressource des nations anémiées, chez lesquelles sont morts l'instinct et l'initiative privés. Les auteurs de la loi de 1884 n'avaient pas prévu ces riantes perspectives. Mais il suffit de déposer en bon lieu un germe sain et vivace : il croît, après cela, tout seul.

La preuve? Un journal du matin annonce la création du syndicat des *Invalides à la tête de bois*, auquel se sont, dès la première heure, affiliés quelques-uns de nos députés et nombre de sénateurs dont la discrétion nous empêche de révéler les noms et les titres.

Quand nous vous le disions!

LES COMMISSIONS

Syndicats agricoles

M. Mézières va déposer une pétition émanant de 105 syndicats agricoles et qui représentent 43 départements.

En voici le texte :

« Messieurs les députés,

» Vous êtes appelés à voter un projet de réforme des droits de succession.

» Ce projet augmenterait nos contributions de 34 millions de francs par an.

» Il supprimerait l'égalité de l'impôt. Il relèverait le droit actuel de 1 fr. 25 0/0 pour les enfants et le ferait monter jusqu'à 3 0/0 :

» Entre époux, entre frères et sœurs, entre parents, il augmenterait la taxe dans la proportion d'un tiers, d'un quart, de la moitié ; il irait même jusqu'à la doubler.

» Il accorderait, il est vrai, des réductions de taxes aux très petits héritages, à ceux qui ne dépassent pas 100 francs ; mais ces détaxes seraient insignifiantes et bien rarement appliquées, car dans l'évaluation des plus petits héritages immobiliers, l'administration de l'enregistrement dépassera presque toujours 1,000 francs.

» Les dettes ne seraient déduites de la succession que si elles résultaient d'actes notariés ou de jugements, ce qui nous empêcherait d'en profiter.

» Les droits de vente sur les immeubles ruraux seraient bien réduits, mais seulement pour les sommes de moins de 1,000 fr., ce qui est évidemment insuffisant.

» D'un autre côté, les droits seraient calculés dans les successions sur les immeubles ruraux, non plus d'après le revenu réel de ces immeubles, mais d'après leur valeur vénale estimée par l'administration, valeur vénale que la loi

évalue, au minimum, au chiffre obtenu en multipliant le revenu par 25.

» Ce projet, messieurs les députés, ne permettrait presque jamais à nos enfants, à nos femmes et à nos parents de recueillir nos biens sans payer des droits dépassant une année de revenu : il en rendrait donc bien souvent la vente à vil prix inévitable.

» Ce serait détruire le droit d'héritage et supprimer la propriété foncière, car elle seule supporterait la charge de ces surtaxes auxquelles les successions mobilières auraient mille moyens d'échapper.

» Nous ne voulons pas de ce projet auquel les socialistes seuls peuvent applaudir. Nous repoussons cette confiscation déguisée.

» Vous nous avez promis des dégrèvements : on vous demande de voter des surtaxes. Nous vous invitons, nous, vos électeurs, à les refuser. »

(Suivent les signatures.)

Agriculteurs et viticulteurs

Les délégués du groupe des viticulteurs et agriculteurs de l'Est, de l'Ouest et du Centre, MM. Ricard (Côte-d'Or), Papelier, Trouillot, Arthur Legrand, Lechevallier, Galpin, Gévelot, Vallée, Pourquet, René Brice, Lorient, Conrad de Witt ont été reçus par le président du conseil, ministre des finances.

Le but de la démarche était d'obtenir la réalisation de la promesse faite autrefois par M. Poincaré de s'opposer à la discussion dans la loi du budget de tous les amendements concernant les bouilleurs de cru, cette question devant être exclusivement réservée pour la discussion spéciale de la loi sur les boissons.

La réforme de l'impôt

La Commission de la réforme de l'impôt a décidé d'accepter, comme base de l'assiette de l'impôt sur le revenu, la déclaration du contribuable sur la valeur moyenne du sol.

Les conserves de viande pour l'armée

La commission de l'armée a entendu le rapport que M. Chapuis a été chargé de faire sur l'intérêt qu'il y aurait à encourager, en France, la création d'usines où se fabriqueraient, pour la troupe, des conserves de viandes. Aujourd'hui, ces conserves se fabriquent toutes à l'étranger.

M. Chapuis établit dans son rapport qu'elles sont de qualité très inférieure à celles qu'on pourrait fabriquer en France qui vaudraient beaucoup mieux ; seulement elles coûteraient un peu plus cher. Il y aurait donc de ce chef un sacrifice à demander au budget.

Un amendement en ce sens a déjà été déposé par M. Regnault et sera développé au cours de la discussion du budget de la guerre.

La Réforme postale

La Chambre va discuter le budget des postes.

L'une des propositions a été déposée, il y a quelques mois, par MM. Krantz, André Lebon et plusieurs autres députés.

Ce projet est ainsi libellé :

« La limite du poids pour le transport par la poste des journaux, recueils et écrits périodiques, fixée par l'article 3 de la loi du 6 avril 1878, est portée de 25 grammes à 50 grammes. Au-dessus de 50 grammes, le port est augmenté de 1 centime par 25 grammes ou fraction de 25 grammes. »

D'après la législation actuelle, le prix du transport des journaux parisiens pour les départements est fixé à 2 centimes jusqu'à 25 grammes. Au-dessus ce poids, la taxe augmente de 1 centime par 25 grammes.

Comme la plupart des journaux pèsent plus de 23 grammes, il en résulte que le prix de la poste s'élève à 3 centimes pour chaque exemplaire expédié en province.

M. Argeliés et plusieurs de ses collègues ont proposé la réforme suivante :

« 1° Les dispositions spéciales à la circulation des journaux dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise, ainsi que les dispositions relatives à la circulation dans les départements limitrophes du département où a lieu la publication sont abrogées.

» La taxe est fixée uniformément pour toute la France et l'Algérie à un centime par exemplaire jusqu'à 50 grammes.

» 2° La limite de poids des imprimés autres que les écrits périodiques circulant sous bande au prix d'un centime, est élevée de 5 à 10 grammes.

» 3° L'affranchissement des lettres est fixé à 10 centimes par 15 grammes.

» Ces dispositions seraient exécutoires à partir du 1^{er} juillet prochain. »

Nous espérons que la Chambre des députés examinera cette question avec tout l'intérêt qu'elle mérite.

Nouvelles révélations SUR LE GÉNÉRAL BOULANGER

Subventions aux socialistes allemands

Le *Matin* a publié la semaine dernière un extrait de la brochure du comte Hohensbroech, accusant le général Boulanger d'avoir reçu des subsides des jésuites allemands, et une protestation du père du Lac démentant catégoriquement qu'il eût jamais été en rapports financiers avec le chef du « Parti national ».

Les révélations continuent : la *Gazette de Magdebourg* publie actuellement une série d'articles signés d'un député au Parlement allemand, le docteur Hans Blum, dans lesquels celui-ci affirme que d'étroites relations ont existé entre le général Boulanger et le parti socialiste démocrate allemand.

Le docteur Blum prétend que M. Boulanger aurait disposé des fonds secrets du ministère de la guerre pour payer le parti socialiste allemand, afin — ce sont là les propres paroles du général — de pouvoir compter sur ses services le jour où la guerre aurait éclaté.

Le docteur Blum affirme ne s'être servi que de documents authentiques. Il dit, entre autres choses, que l'agent qui a servi d'intermédiaire pour les négociations, le sieur Foucault de Mondion, aujourd'hui décédé, a reçu pour sa part trente-deux mille francs.

La catastrophe de Montceau-les-Mines

L'enterrement des victimes

Montceau-les-Mines, 6 février. — La salle entière de l'asile était tapissée de tentures noires lamées d'argent ; au fond une chapelle ardente avait été élevée. Les cercueils, recouverts de drap noir, supportaient une grande

